

La récession économique mondiale entre L'attaque bourgeoise et la réaction du prolétariat

Par Abdesselam Adib

Quiconque suit quotidiennement l'actualité de l'économie internationale, sa constatation est que le monde est au bord d'une crise économique et financière plus grave que la crise de 2008, qui a duré jusqu'en 2014. Quels sont donc les principaux indicateurs de cette récession à venir ? Quelles sont ses implications sur le plan international et local ? On sait que parallèlement à chaque explosion périodique des crises économiques du mode de production capitaliste, la classe capitaliste aiguise ses couteaux afin de transférer tous les effets de la crise sur le dos de la classe ouvrière, exacerbée par le chômage, la misère, les bas salaires et le démantèlement des services publics. Quels sont les cibles ouvrières les plus attaquées par la bourgeoisie ? Comment le prolétariat peut-il supporter la brutalité de cette attaque ? Enfin, il existe une relation dialectique entre la crise imminente et la réalité de l'attaque bourgeoise concrète contre les conditions de vie du prolétariat. Comment le processus de l'élévation de la conscience de classe se produit-il au milieu de celle-ci et de passer ainsi de classe en soi vers une classe pour soi ?

Indicateurs de la récession mondiale et de ses répercussions local

Indicateurs de la récession mondiale

Depuis 2014, année après année, l'économie capitaliste mondiale s'est détériorée. Selon le rapport du FMI, les taux de croissance enregistrés dans les pays capitalistes développés sont les suivants :

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|----------------------------------------------------|------------|-------------|-------------|------------|------------|
| Monde | 3,6 | 3,4 | 3,4 | 3,8 | 3,6 |
| Economies avancées | 2,1 | 2,3 | 1,7 | 2,4 | 2,2 |
| Etats-Unis | 2,5 | 2,9 | 1,6 | 2,2 | 2,9 |
| Zone euro | 1,4 | 2,1 | 2,0 | 2,4 | 1,8 |
| Allemagne | 2,2 | 1,5 | 2,2 | 2,5 | 1,5 |
| France | 1,0 | 1,1 | 1,2 | 2,2 | 1,5 |
| Italie | 0,1 | 0,9 | 1,1 | 1,6 | 0,9 |
| Espagne | 1,4 | 3,6 | 3,2 | 3,0 | 2,5 |
| Royaume-Uni | 2,9 | 2,3 | 1,8 | 1,8 | 1,4 |
| Japon | 0,4 | 1,2 | 0,6 | 1,9 | 0,8 |
| Economies émergentes et en développement | 4,7 | 4,3 | 4,6 | 4,8 | 4,5 |
| Pays émergents et en développement d'Asie | 6,8 | 6,8 | 6,7 | 6,6 | 6,4 |
| Chine | 7,3 | 6,9 | 6,7 | 6,8 | 6,6 |
| Inde | 7,4 | 8,0 | 8,2 | 7,2 | 7,1 |
| Amérique latine et Caraïbes | 1,3 | 0,3 | -0,6 | 1,2 | 1,0 |
| Brésil | 0,5 | -3,5 | -3,3 | 1,1 | 1,1 |
| Mexique | 2,8 | 3,3 | 2,9 | 2,1 | 2,0 |
| Communauté des Etats Indépendants | 1,0 | -1,9 | 0,8 | 2,4 | 2,8 |
| Russie | 0,7 | -2,5 | 0,3 | 1,6 | 2,3 |
| Pays émergents et en développement d'Europe | 3,9 | 4,8 | 3,3 | 6,0 | 3,6 |
| Turquie | 5,2 | 6,1 | 3,2 | 7,4 | 2,6 |
| Afrique subsaharienne | 5,1 | 3,2 | 1,4 | 2,9 | 3,0 |
| Afrique du Sud | 1,8 | 1,2 | 0,4 | 1,4 | 0,8 |
| Moyen-Orient et Afrique du Nord | 2,7 | 2,4 | 5,3 | 1,8 | 1,4 |

Source : FMI.

Le ralentissement des économies capitalistes est manifeste. La croissance mondiale est passée de 3,8% en 2017 à 3,3% en 2019. Les rapports du FMI confirment que cette détérioration continuera

de s'aggraver en 2020. Ces rapports font apparaître une aggravation de la crise des groupes capitalistes dans divers pays tels que la Chine, les États-Unis et la zone euro.

En 2019, l'économie mondiale a connu un déclin de 70%, en particulier dans les pays développés tels que l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Depuis 2014, certains pays capitalistes émergents connaissent également une récession réelle et progressive, notamment au Brésil, en Argentine et en Turquie. La croissance de l'économie chinoise a également diminué depuis 2017, atteignant 6,2% en 2019, un chiffre inégalé depuis 30 ans.

Dans la zone euro, l'Allemagne semble être le plus touchée par le début de la récession actuelle, confirmant qu'elle est devenue le nouveau patient en Europe, et de nombreux spécialistes soulignent que cette tendance se poursuivra en 2020. Choc financier majeur plus grave qu'en 2008, en raison du niveau Benchmark pour la dette accumulée depuis lors, affaiblit l'immunité des Etats à ce sujet.

Indicateurs de récession locale

Selon le rapport de Bank Al-Maghrib, le taux de croissance économique nominatif est passé de 4,2% en 2017 à 3% en 2018, tandis que la valeur ajoutée agricole est tombée à 4% en 2018 au lieu de 15,2% en 2017. Le taux de croissance des secteurs non agricoles sont tombés à 2%. Le taux d'inflation a augmenté de 1,9% en 2018, indiquant le début des répercussions des politiques anti-classe ouvrières adoptées pendant le mandat des gouvernements islamiques de Benkirane et de Saad Eddine Al Othmani.

Sur le plan budgétaire, le déficit budgétaire de 3,7% du produit intérieur brut s'est aggravé, dépassant de loin l'objectif de 3% fixé par le budget. Le déficit des recettes fiscales peut être ajouté pour couvrir environ 40% des dépenses budgétaires, ce qui nécessite le recours à l'endettement intérieur et extérieur et l'aggravation du volume de la dette, qui représentait environ 82% du PIB.

Le déficit commercial chronique en 2018 était de 18,6%, le déficit de la balance des paiements courants représentant 5,5% du PIB et les réserves internationales nettes de Bank Al-Maghrib ne couvraient plus que cinq mois et trois jours d'importations.

Les différents indicateurs de l'économie capitaliste marocaine qui se détériorent laissent présager la fragilité de cette économie et la possibilité de la continuité de cette fragilité dans le temps, et sa vulnérabilité face à toute crise économique et financière internationale. Les dominants prendront dans ce cas des mesures impopulaires qui pourraient bouleverser les gains sociaux restants et la généralisation de l'instabilité sociale.

La nouvelle récession de l'économie capitaliste mondiale incitera la bourgeoisie dominante aux niveaux national et international, composée dans sa majorité d'éléments d'extrême droite, à lancer de nouvelles attaques contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière aux niveaux national et international et de détruire ses acquis historiques, afin de transférer des excédents énormes de la valeurs ajoutée à ses coffres. Même si la bourgeoisie des différents pays n'a pas eu recours à la même force et à la même intensité, elles se sont toutes adaptées de la même manière, dans des conditions de la concurrence et de la réalité du marché saturé de surproduction. La bourgeoisie de ces pays est obligée de réduire considérablement ses budgets afin d'économiser de l'argent à tout prix, ce qui se reflète négativement sur les services sociaux.

Exemples des mesures par lesquelles la bourgeoisie attaque la classe ouvrière

Au niveau international

La situation de la classe ouvrière dans les pays émergents continue de se dégrader, notamment en période de crise. Dans les circonstances actuelles, cette situation s'est encore détériorée. En Inde, les constructeurs automobiles, les fabricants de pièces détachées et leurs agents ont licencié près de 350 000 travailleurs depuis avril 2019. En Argentine¹, la crise des pesos et de l'inflation a plongé le pays dans une crise similaire à la tragique crise de 2001 qui a aggravé la misère du prolétariat. Au Brésil, la prétendue réforme du système du travail et des retraites se sont achevées au niveau des salaires et des retraites, aggravant ainsi la misère du prolétariat. En Turquie, depuis le lancement du plan d'austérité en avril 2019, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 32%, sachant que le prolétariat est la principale victime de la hausse des prix.

Dans la zone euro, au cœur du capitalisme, la crise frappe durement. En Allemagne, la Deutsche Bank a annoncé en juillet 2019 la suppression de 18 000 emplois, qui fait partie du plan de restructuration le plus important de son histoire, et qui prévoit le licenciement de 20% des employés de la banque. L'Allemagne connaît également une baisse spectaculaire de 22% de la commande des machines-outils, fer de lance de l'économie capitaliste².

Les suppressions d'emplois sont généralisées dans presque tous les secteurs. Dans le secteur du commerce de la grande distribution, la fusion de Karstadt et de Kaufhof entraînera la suppression de 2 600 emplois, affectant 4 000 à 5 000 emplois. Les 5 600 travailleurs à temps partiel de Deutsche Telekom seront licenciés, le secteur de l'assurance Allianz en verra 700 autres. Thyssenkrupp licenciera également 6 000 travailleurs dans le monde, dont 4 000 en Allemagne. Siemens a licencié 2 700 travailleurs dans toutes ses succursales dans le monde, dont 1 400 en Allemagne, et Bayer en licenciera 12 000 d'ici 2021. Dans le secteur automobile, il a été noté que le travail partiel qui avait disparu dans ce secteur est revenu toucher 150 000 travailleurs.

En Grande-Bretagne, avec le chaos provoqué par le Brexit, la situation s'est aggravée, le géant britannique HSBC prévoyant de supprimer 4 000 emplois et 30 000 travailleurs ayant déjà annoncé leur départ.

Aux États-Unis, la guerre commerciale et les tarifs douaniers élevés ont conduit un certain nombre d'entreprises industrielles à annoncer le licenciement de 1 053 travailleurs en un mois³, portant le nombre total de licenciements en 2019 à 1 430 travailleurs, qui avaient déjà licencié 798 travailleurs en 2018.

En dépit de ces exemples de licenciements massifs de la classe ouvrière, qui peuvent être rapportés dans tous les pays, les statistiques du chômage dans tous les pays présentent étrangement des chiffres stables, qui révèlent le grand mensonge de la bourgeoisie et la falsification de nouvelles méthodes d'évaluation statistique dissimulant la réalité des chiffres et les conditions du prolétariat. À cela s'ajoute le nombre sans cesse croissant de chômeurs, atténué par l'extension de nombreuses formes d'emploi précaires.

¹ - Argentine : la descente aux enfers de la troisième économie d'Amérique latine", *BFM Business* du 13 août 2019.

² - la croissance marque un coup d'arrêt en Allemagne, *L'Express* du 17 août 2019.

³ - la guerre commerciale frappe l'emploi de plein fouet aux États-Unis!, *Capital* du 14 août 2019.

En Grande-Bretagne, la flexibilité a été étendue au marché du travail et les contrats de travail fragiles n'offrent aucune garantie de durée du travail, ils sont appelés "contrats à zéro heure". En Allemagne, les réformes du secteur du travail ont permis au Harz4 de développer un certain nombre de "mini-jobs" de 450 euros par mois. Dans de nombreux autres pays, tels que la Suède, les contrats à salaire fixe, à bas salaire et stables ont fortement progressé. Aux Pays-Bas, les contrats à zéro-heure et les petits emplois se développent rapidement.

Partout dans le monde, ces mesures, dont certaines ont été adoptées depuis les années 90, ont fortement augmenté depuis la crise de 2008, donnant des profits énormes à la bourgeoisie résultant de la crise et sous prétexte de lutter contre les bas profits, alors qu'il s'agit d'un pillage direct des conditions de vie du prolétariat.

Les grèves dans presque tous les secteurs ont confirmées depuis le début de l'année, notamment les protestations des gilets jaunes en France, et ceux qui ont touché certains secteurs tels qu'Amazon en Europe et aux États-Unis en juillet 2019, ou dans diverses compagnies aériennes de plusieurs pays, comme c'est le cas en Espagne et en Italie, confirment la profondeur de l'attaque bourgeoise contre les conditions de vie de la classe ouvrière et la colère contre l'inondation des marchés du travail par des contrats salariaux limités.

Par rapport aux années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, lorsque le soi-disant État-providence prévalait, la bourgeoisie accordait une grande attention au bien-être social de la classe ouvrière, afin de les mobilisaient dans le processus de la reconstruction. La réalité de la main-d'œuvre gonflée d'aujourd'hui a abouti à une détérioration de son coût sociale, dans des conditions d'une compétitivité acharnée. Donc, la bourgeoisie a eu recours à divers justificatifs pour entamer la destruction des gains historiques des prolétaires.

Parmi les mesures adoptées partout par la bourgeoisie pour piller la plus-value produite par la classe ouvrière et son épargne pour sa retraite, la bourgeoisie chercha activement à prolonger la vie active de la classe ouvrière et à porter des coups douloureux aux systèmes de retraite, l'âge de référence pour prendre sa retraite systématiquement, tout en poussant vers l'érosion des salaires de retraite. En Allemagne, l'âge de la retraite devrait passer de 65,5 à 69 ans en 2027,

Au Danemark, l'âge de la retraite passera de 65,5 ans à 67 ans cette année et à 68 ans en 2030. Dans les pays nordiques, comme en Suède et en Norvège, le système dit «flexible» encouragera les «départs tardifs», ce qui est le cas aussi en France dans le cadre du projet de retraite de Macron et, en Grande-Bretagne, la loi encourage l'emploi jusqu'à 70 ans. Dans la pratique, les retraites moins élevées poussent les travailleurs âgés à travailler de plus en plus. Aux États-Unis les ouvrier travaille jusqu'à l'âge de 80 ans.

Au niveau local

Depuis les mesures adoptées par le gouvernement à la suite de la crise de 2008, et le licenciement d'environ 50 milles femmes employés du secteur textile, d'autres licenciements massifs ont suivi dans d'autres secteurs tels que l'industrie du cuir, les industries artisanales, l'industrie automobile, le tourisme, en particulier les hôtels, dans la construction et les travaux publics. Les 2 gouvernements islamiques du PJD ont adopté des mesures bourgeoises ultra-libéral les plus extrêmes,

notamment le gel de l'emploi des nouveaux diplômés, même parmi ceux qui possédaient déjà un contrat au nombre de 4 000 titulaires d'un diplôme universitaire.

Le gouvernement du PJD a élaboré un plan pour adopter des mesures bourgeoises impopulaires dictées par les institutions impérialistes internationales, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Augmentation des taxes sur les produits et services, réduction des taxes sur le capital et exonération des poursuites contre les pilleurs des deniers publics par le biais d'une célèbre citation religieuse du Premier ministre Abdelilah Benkirane, "Que Dieu pardonne ce qui précède.

Semblable à la bourgeoisie de divers pays, le gouvernement Islamique de Benkirane a relevé l'âge de la retraite à 63 ans en augmentant le prélèvement pour la retraite, et en abaissant les pensions et en punissant les départs anticipés à la retraite en leur accordant des pensions basses. Le gouvernement de l'islam politique, Parti de la Justice et le Développement au Maroc, a prouvé son appartenance à l'extrême droite et son non lien avec les principes de la religion, comme le suggère l'électeur qui lui a donné son vote, car ses actions sont exposées et plongées dans la corruption et les scandales sexuels prétend combattre.

Il y a neuf ans maintenant, des dizaines de travailleurs ont été licenciés, suite au faillite de plusieurs entreprises qui ont fermé leurs portes. Les fonds réservés aux secteurs de l'éducation et de la santé ont été réduits, de sorte que le Maroc se situe actuellement au bas du classement mondial en termes de qualité de l'éducation et de la santé. Ce n'est un secret pour personne que l'éducation et la santé publique frappent directement la situation de la classe ouvrière marocaine, ses enfants et leurs conditions de vie.

Ce qui est étonnant, c'est la complicité ouverte des bureaucrates des partis politiques et des centrales syndicales, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la majorité du gouvernement, avec les manigances offensives de la bourgeoisie sur les conditions de vie du prolétariat marocain. La fonction de cette bureaucratie se limite, durant les campagnes électorales, à faire passer la pilule d'aspirine à la classe ouvrière pour en avaler le goût amère des programmes illusoires gouvernemental et accepter ces diverses attaques par la suite. La classe ouvrière marocaine est devenue pleinement consciente que le but des élections est de reprendre le pouvoir de l'État pour mettre en œuvre l'agenda de la classe bourgeoise dirigeante et servir le capital financier international partageant avec elle les fruits de l'exploitation de cette classe ouvrière.

Bien sûr, à la lumière de la nouvelle crise économique et financière mondiale, une chose est sûre : le prolétariat à travers le monde se détériorera rapidement et l'avenir peut être encore plus obscur, si cette classe ne s'organise pas et ne s'unit pas pour faire face à son ennemi de classe.

La nécessité d'une lutte de classe décisive

Face à cette violente attaque bourgeoise contre les conditions de vie de la classe ouvrière, qui se trouve assiégée par diverses « armes démocratiques bourgeoises », a commencé par les élections, les partis de droite, de gauche et l'islam politique, ainsi que des centrales syndicales dont la bureaucratie est devenu une force de police supplémentaire pour surveiller et perturber la rébellion sauvage de la classe ouvrière.

La nature du prolétariat et sa résistance varient selon la nature des pays auxquels il appartient. Sont-ils des pays ouverts et ont-ils une longue histoire de lutte de classe, ce qui peut permettre à la classe ouvrière de vivre des expériences qui contribuent à la maturité de sa conscience de classe et à sa capacité à cristalliser son outil politique de classe pour mener sa lutte? Ou sont-ils des pays de temporalité fermés ou les ouvriers sont aliénés politiquement et religieusement, leur laissant un retard

politique sur l'acquisition rapide de la conscience de classe nécessaire pour mener la lutte pour leurs émancipation et leurs résistances aux attaques bourgeoises?

Les protestations du mouvement des Yellow Jackets, même s'il s'agit d'un mouvement interclassiste et contribue à l'aliénation petite-bourgeoise du mode de pensée de la classe ouvrière française, montre concrètement l'attaque féroce de la bourgeoisie française sur les conditions de vie des prolétaires. En dépit des simples revendications du mouvement des Yellow Jackets, ils ont été brutalement confrontés aux forces répressives bourgeoises au milieu desquelles ont été enregistrés des morts et des handicaps permanents. Mais cet affrontement peut pousser le processus de conscience de classe, en particulier parmi la classe ouvrière, à se transformer d'une classe en soi vers une classe pour soi.

Cette expression, emprunté de Hegel et transformé par Marx, qui parlait de l'être en soi et de l'être pour soi, signifie qu'à la naissance, l'être humain est un être en soi, guidé par la réalité sociale et les relations sociales avec lesquelles il est associé sans avoir le choix de les déterminer. Mais à un stade avancé de sa vie, il peut acquérir une conscience de soi plus élevée lui rendant plus apte à faire des choix quant à la réalité dans laquelle il vit et aux relations auxquelles elle est associée, devenant ainsi sa deuxième acte de naissance à laquelle il devient un être pour soi et maître de lui même.

La classe ouvrière chez Karl Marx est connaît d'abord dans un étape initiale son état de classe en soi qui n'absorbe pas sa réalité, et pendant son parcours sous des relations d'exploitation et d'oppression par la classe bourgeoise dominante, elle prend conscience de sa réalité de son être et de la réalité des relations qui lui sont imposées, de sorte qu'il en prenne conscience pour devenir une classe pour soi prête à révolutionné son existence. La classe ouvrière pour soi, cherche progressivement à s'organiser et à construire son outil politique à travers lequel il mène sa lutte de classe pour défendre ses intérêts. Marx a dit aux travailleurs :

"Vous devrez passer par quinze, vingt ou cinquante ans de guerres civiles et de guerres entre peuples, non seulement pour changer les relations existantes, mais également pour vous changer et pour pouvoir prétendre au pouvoir politique." (Karl Marx : le procès communiste à Cologne a été dévoilé.)

La situation de la classe ouvrière dans les circonstances actuelles, où les lignes politiques qui lui sont hostiles, qu'elle soit de droite ou revendiquant le socialisme ou l'islamisme, est exposée à l'aliénation et à la tentative de lui poser le tutelle pour l'utiliser pour leurs propres intérêts bourgeoise. L'instrument politique de la classe ouvrière se forge à l'intérieur de celle-ci et par son avant-garde communiste et ne sera jamais imposé de l'extérieur. Aux fractions opposées à la bourgeoisie, le prolétariat reste la seule classe véritablement révolutionnaire.